

# African Migrations Workshop

## Understanding migration dynamics in the continent

Accra, Ghana September 18th – 21st 2007

### COMMUNICATION

#### Déterminants socio-économiques de l'intégration des réfugiés en Côte d'Ivoire : Essai de modélisation à partir d'un échantillon de réfugiés libériens dans le District d'Abidjan

Sylvère Y. KONAN\*, [konansyl@yahoo.fr](mailto:konansyl@yahoo.fr)  
Auguste K. KOUAKOU\*, [augustekk@yahoo.fr](mailto:augustekk@yahoo.fr)  
Eliel K. NAMA\*, [elielkanama@yahoo.fr](mailto:elielkanama@yahoo.fr)

#### Résumé

Cette étude propose une détermination des facteurs influençant la probabilité d'intégration des réfugiés à la société ivoirienne. Nous identifions les variables telles que l'obtention d'un emploi, la maîtrise de la langue française, la volonté de retourner au Libéria, l'hôte qui a accueilli les réfugiés à leur arrivée en Côte d'Ivoire, le niveau d'instruction de ces derniers, l'obtention d'un financement pour la réalisation d'une activité génératrice de revenu, l'assistance des structures telles le HCR, le genre du réfugié ainsi que le nombre d'enfants scolarisés comme des caractéristiques déterminantes pour l'intégration.

Cette détermination montre que si certains facteurs tels l'Hôte ivoirien, pilier de la politique de prise en charge et d'assistance des réfugiés libériens en Côte d'Ivoire, ne sont pas significatifs du point de vue du critère professionnel, ils demeurent en revanche principaux dans l'intégration vue à partir du critère linguistique, culturel et social. La politique d'accueil et de prise en charge ivoirienne a permis en moyenne une intégration professionnelle de 69% des réfugiés contre 63% pour le critère socio-linguistique. Une meilleure appréhension de l'intégration des réfugiés nécessite donc le couplage de plusieurs critères entre autre l'activité professionnelle et le niveau d'expression en langue française.

**Mots clés : Réfugié, libérien, intégration, Côte d'Ivoire**

#### Abstract

This study examines how the factors influencing the probability of integration of refugees in the Ivorian society are determined. We will identify the following variables as the determining factors for the integration: obtaining employment, command of the French language, desire to return to Liberia, the host who received the refugees on their arrival in Côte d'Ivoire, the level of education of refugees, obtaining funds for revenue generating activities, assistance from institutions such as HCR, the gender of refugees as well as the number of children sent to school. This determination shows that, if certain factors, such as the Ivorian host which is the pillar of the policy reception and assistance to Liberian refugees in Côte d'Ivoire are not significant, from professional viewpoint, these factors are still relevant, on the other hand, in the integration based on linguistic, cultural and social criteria. The Ivorian reception policy and assistance to refugees have resulted in a 69% professional integration versus 63% based on socio-linguistic criteria. A better apprehension of the integration of refugees, therefore, calls for a mixture of several criteria, including professional activities and the level of expression in French. In order to obtain these results, we will use an econometric analysis on a survey data collected on a sample of 227 Liberian refugees from September 2006 to October 2006 in the District of Abidjan.

**Key words: Refugees, Liberian, integration, Côte d'Ivoire**

---

\* Docteurs en Sciences Economiques, Assistants à l'UFER des Sciences Economiques et de Gestion et chercheurs au Centre Ivoirien de Recherches Economiques et Sociales (CIRES), Université de Cocody-Abidjan.

\* Doctorant en Culture de la paix et action humanitaire dans le cadre de la chaire UNESCO pour la culture de la paix, UFR des Langues, Littératures et Civilisations, Université de Cocody-Abidjan.

## INTRODUCTION

Depuis les indépendances et le vent de la démocratie des années 1990, plusieurs pays africains (l'ex-Zaire, le Nigéria, le Mali, Somalie, etc.) ont connu une recrudescence de conflits armés, de guerres et de violences dont certains continuent à ce jour.

Plus récemment, les événements tragiques qui ont endeuillé le Libéria ont jeté sur les routes de l'exil des milliers de personnes soit 850 000 réfugiés<sup>1</sup> dans les pays de la sous région ouest africaine, principalement en Guinée, en Côte d'Ivoire et en Sierra Léone. En Côte d'Ivoire, la proportion des réfugiés<sup>2</sup> est, en peu de temps, devenue importante à cause de la relative prospérité de ce pays et la proximité géographique, linguistique et historique des peuples de l'ouest ivoirien et de l'Est Libérien. L'afflux de ces réfugiés pose le défi de leur insertion sociale, résidentielle, scolaire et professionnelle non seulement pour les Etats relativement stables qui les accueillent, mais aussi pour les confessions religieuses et les institutions internationales (UNHCR, UNESCO, CICR). La communauté tant nationale qu'internationale est intervenue pour apporter un secours et une aide à cette population fuyant la guerre.

Les autorités ivoiriennes ont quant à elles décidé d'accueillir ces réfugiés et de mettre en place des programmes d'urgence pour les assister et les accueillir. Ceux-ci se résument en un accueil systématique dans les familles ivoiriennes et au refus des autorités de créer des camps de réfugiés afin de les "parquer". Cette expérience a été citée comme exemplaire et spécifique au monde.

Cependant afin de mieux cibler ces populations, des zones d'accueil ont été définies. L'Organisation des Nations Unies (ONU) à travers le HCR (Haut Commissariat aux Réfugiés) apporte une assistance de base à quelques 45 000 Réfugiés qui résident dans la zone d'accueil des réfugiés (ZAR Nord et Sud) et à Abidjan dans les centres de transit. Le coût global de ce projet pour l'année 2005, intitulé « Soins et Entretien des réfugiés libériens en Cote d'Ivoire » était de 3 025 000 dollars. Pour ce qui concerne les réfugiés urbains vivant à Abidjan, un budget de 500 000 dollars a servi à la réintégration locale de 1800 d'entre eux<sup>3</sup>.

La spécificité de la politique ivoirienne d'accueil des réfugiés et l'importance des moyens déployés par la Communauté Nationale et Internationale appellent une réflexion sur les impacts d'une telle gestion sur la vie des réfugiés libériens. Par ailleurs, constatant que les camps de réfugiés font l'objet d'attaques<sup>4</sup> récurrentes tout aussi meurtrières que sauvages et face au nombre croissant des réfugiés eu égard à la multiplication des conflits sur le continent qui pose le problème de la sécurisation desdits camps, la question de la gestion de ces flux croissants de personnes en détresse et très vulnérables se pose. En d'autres termes, n'est-il pas possible de tirer les bénéfices de la gestion ivoirienne des réfugiés libériens en vue de les diffuser et les recommander à toute l'Afrique ?

Plusieurs années après l'expérience ivoirienne, une évaluation du niveau d'intégration et des déterminants de cette intégration s'avèrent nécessaires pour identifier les leviers des politiques en faveur des réfugiés et aux fins d'un meilleur ciblage de ces dites politiques.

Cette recherche vise à mieux comprendre le phénomène des réfugiés en Côte d'Ivoire notamment à travers la question de l'insertion des réfugiés libériens. Elle essaie d'établir d'une part comment la prise en charge, l'assistance et l'insertion économiques des réfugiés libériens ont pu se faire dans le cas ivoirien, un Pays Pauvre Très Endetté (PPTE). D'autre part, elle s'attelle à montrer en quoi l'expérience ivoirienne a été un modèle édifiant d'insertion et d'intégration des réfugiés. Enfin, l'étude aboutit sur le test d'un modèle aux fins d'exhiber les déterminants socio-économiques de cette intégration.

---

<sup>1</sup> Histoire du Libéria – WIKIPEDIA, L'Encyclopédie libre. [www.fr.wikipedia.org/wiki/histoire\\_du\\_Libéria](http://www.fr.wikipedia.org/wiki/histoire_du_Libéria)

<sup>2</sup> Cf. les statistiques des réfugiés au SAARA et ceux des déplacés de guerres au Ministère de la solidarité

<sup>3</sup> HCR – Cote d'Ivoire

<sup>4</sup> Le 4 mai 1978 un bombardement de l'aviation sud-africaine contre le camp de réfugiés namibiens de Kassinga (Angola) faisait six cents morts et quatre cents blessés. Cimade, Inodep (1984) *Afrique, terre de réfugiés, que Faire ?*, L'harmattan, Paris, p. 196.

Cette recherche aidera l'Etat ivoirien à mieux planifier et coordonner la stratégie de prise en charge, d'assistance, d'insertion et d'intégration des réfugiés. En outre, elle lui permettra d'avoir un élément essentiel pour l'élaboration de son bilan sur l'ensemble des activités réalisées pour le compte des réfugiés libériens en Côte d'Ivoire. Enfin, elle permettra d'apporter une solution plus adéquate à la situation des réfugiés en mettant à la disposition des Etats et des gestionnaires des réfugiés un éclairage à partir d'une analyse statistique et économétrique rigoureuse.

## I. REVUE DE LA LITTERATURE

La gestion des réfugiés et leur intégration a toujours été une préoccupation tant pour les politiques, les organismes humanitaires que les religieux.

Selon le CERE<sup>5</sup> (1999), l'intégration est un processus dynamique et réciproque. Il s'inscrit dans le long terme et est de nature multidimensionnelle. L'emploi est un facteur essentiel du processus d'intégration. De ce fait, ne pas pouvoir accéder à l'emploi pendant la période initiale d'arrivée dans le pays d'accueil constitue un obstacle à l'intégration à long terme des réfugiés, de même que, le non accès aux services de santé et de logement. Dans ce sens, Housseaux et al (2005), étudient l'intégration des migrants à la société française. Dans leurs analyses, ils croisent les caractéristiques socio-démographiques des migrants et les parcours professionnels de ces derniers. Ceci leur permet de mettre en évidence cinq groupes d'individus pour lesquels l'activité est discriminante.

Même si leurs analyses portent sur un échantillon de migrants volontaires qui inscrivent leur décision de migrer dans le cadre général de la théorie néoclassique de maximisation de l'utilité, elles peuvent également s'appliquer aux réfugiés avec la différence que ces derniers n'ont pas contrairement aux premiers, le choix de la décision et de la date et doivent la plupart du temps partir malgré eux pour sauver leur vie.

Dans ce contexte, lorsqu'ils arrivent dans le pays d'accueil, ils sont obligés de développer des stratégies de survie alors que pour certains, les caractéristiques socio-démographiques ne les prédisposent guère à une meilleure et rapide intégration. C'est en cela que Cretienu (2003) montre que les stratégies de survie peuvent ainsi produire « des économies de subsistance modernes, où se développent l'économie et la finance informelle » dans un contexte où la dimension culturelle prend une place fondamentale et la solidarité communautaire est forte. Si les migrants forcés en général s'insèrent à travers des stratégies de survie, les moins nantis d'entre eux en termes de niveaux d'instruction et de qualifications initiales auront beaucoup plus de mal à s'insérer.

Renaud et al (2003), confirment cette thèse en montrant que le processus d'insertion économique est beaucoup plus complexe contrairement aux travaux antérieurs. Pour ce faire, ils avancent trois hypothèses dont la première rejoint les thèses de stratégies de survie de Crétienu ou de « contournement devant les difficultés » tandis que la deuxième s'intègre dans le contexte de constitution de réseaux sociaux. Les réseaux sociaux permettent aux migrants de se socialiser au marché du travail en faisant l'apprentissage des coutumes et cultures du pays d'accueil. Si les migrants forcés font des efforts pour s'intégrer à la société d'accueil, ils ne peuvent réussir rapidement une bonne intégration sans de bonnes politiques d'accueil, d'assistance et d'aide à l'intégration.

Jacobsen, K., (1996) fait une revue des politiques généreuses et restrictives mises en place par les pays sous-développés dans l'accueil et l'assistance des réfugiés. Les raisons motivant ces politiques sont nombreuses parmi lesquelles, l'on peut citer: les coûts et bénéfices de l'acceptation de l'aide internationale, les relations avec le pays d'origine, les calculs politiques vis-à-vis de la capacité d'absorption de la

---

<sup>5</sup> Conseil Européen sur les Réfugiés et les Exilés

communauté locale, les questions de sécurité nationales... Toutefois, l'étude ne permet pas de recommander des politiques claires d'accueil des réfugiés sans tests empiriques étant donné les intérêts en jeu et la diversité des situations nationales. En outre, cette étude de même que celles qui ont été faites jusqu'à ce jour n'ont pas analysé spécifiquement la politique ivoirienne d'accueil et d'intégration des réfugiés qui ont eu la liberté d'habiter où ils veulent parmi la population ivoirienne et d'y travailler sans être regroupés dans des camps.

L'originalité de cette recherche porte non seulement sur détermination des caractéristiques socio-économiques majeures offrant une grande probabilité d'intégration à un réfugié donné.

Pour ce faire, l'étude contribuera à :

- identifier l'existence ou non de mesures exceptionnelles pour l'intégration des réfugiés libériens dans le tissu économique ivoirien, compte tenu de leur statut et de leur vulnérabilité ;
- identifier les activités lucratives exercées par les réfugiés ;
- identifier les mesures mises en œuvre pour l'intégration ou la prise en compte des enfants et des jeunes libériens dans le système éducatif ivoirien ;
- lister un ensemble de caractéristiques a priori qui ont facilité l'intégration des réfugiés.

## II. DESCRIPTION DE LA STRATEGIE D'ACCUEIL ET D'ASSISTANCE DES REFUGIES LIBERIENS

L'organisation et l'action du gouvernement ivoirien dans la gestion des réfugiés peut s'apprécier à travers d'une part les fondements politique et culturel de l'aide humanitaire mise en place par l'Etat ivoirien et d'autre part par l'action sur le terrain par le biais du SAARA (Service d'Assistance et d'Aide aux Réfugiés et Apatrides).

### **1. Fondements politique et culturel de l'aide humanitaire**

Les réfugiés libériens à leur arrivée ont été intégrés parmi les populations autochtones avec lesquelles ils partagent les mêmes langues locales en leur laissant la liberté de se déplacer, d'habiter, de commercer et de cultiver les terres des zones d'accueil. La Côte d'Ivoire n'a pas érigé des camps de réfugiés comme cela est de coutume dans le monde. Cette stratégie d'accueil découle de la politique d'ouverture, d'hospitalité et de fraternité de Feu Felix HOUPHOUËT-BOIGNY premier président de la république de Côte d'Ivoire. Dans cette logique, le gouvernement ivoirien a demandé aux populations ivoiriennes de l'ouest de la Côte d'Ivoire de recevoir et d'héberger chez elles leurs "frères" et "sœurs" en provenance du Libéria.

Ainsi sur les 227 individus de l'échantillon, 55% ont été accueillis dans les familles ivoiriennes contre 35% par les libériens déjà installés en Côte d'Ivoire comme le montre le tableau I ci-dessous.

**Tableau I : Tableau d'accueil des réfugiés libériens à leur arrivée en Côte d'Ivoire**

Hôte	Effectif	Proportion en %
Ivoirien	127	55.95
Libérien	79	34.80
Autres	21	9.25
Total	227	100

Source : Auteurs

Cette hospitalité fut la clé de voûte de l'aide humanitaire apportée aux réfugiés libériens en Côte d'Ivoire. Toutefois, il faut souligner que l'hospitalité ivoirienne<sup>6</sup> ne fut pas sans conséquences majeures

<sup>6</sup> L'hospitalité a entraîné une forte pression démographique sur les sites d'accueil des ZAR au cours des douze dernières années. La densité moyenne de 20 à 30 habitants au km<sup>2</sup> avant la guerre du Libéria est passée entre 70 et 80, in " SAARA, Programme de Réhabilitation de la Zone d'Accueil des Réfugiés (PRZAR), 2002, p.5.

notamment : la dégradation accélérée du milieu naturel<sup>7</sup>, la réduction drastique des terres cultivables, la dégradation des équipements socio-économiques, l'accroissement de l'insécurité intérieure, l'apparition et l'intensification des tensions sociales et des conflits fonciers.

## **2. Actions d'assistance humanitaire du gouvernement ivoirien**

Au plan institutionnel, le gouvernement a créé en 2000 un organe pour la gestion des réfugiés, le SAARA (Service d'Assistance et d'Aide aux réfugiés et Apatrides). Bien avant, pour faire face aux 400 000 réfugiés libériens enregistrés au début des années 1990, l'Etat ivoirien a mis en place un comité interministériel piloté par le Ministère de l'intérieur et de la décentralisation. Ce comité a été érigé en 1992 en Comité National de Coordination et d'Aide aux Réfugiés Libériens (CNCARL). C'est ce comité qui a donné naissance au SAARA dans le souci de la protection de tous les réfugiés vivant en Côte d'Ivoire. L'élaboration de la politique de gestion des réfugiés est totalement dévolue au SAARA. Dans ses activités, le SAARA veille aux respects des droits des réfugiés et leur délivre des documents d'identification et des pièces administratives. Il sensibilise les populations locales et les réfugiés sur leurs droits et devoirs, il effectue l'enregistrement des nouveaux arrivants, met en œuvre le projet Education des enfants réfugiés et également le Programme de Réhabilitation de la Zone d'Accueil des Réfugiés (PRZAR).

Devant la difficulté du gouvernement ivoirien d'assumer seul une charge humanitaire de plus en plus croissante avec l'afflux des réfugiés, la communauté internationale a été sollicitée.

## **3. Assistance humanitaire non étatique**

En 1992, le HCR est venu en aide à la Côte d'Ivoire pour assumer l'essentiel de l'action humanitaire dans la gestion des réfugiés. Le HCR a été appuyé dans cette tâche par des ONG dont ASAPSU (Association de Soutien à l'Auto-Promotion Sanitaire et Urbaine) qui fournit une assistance aux réfugiés urbains dans le District d'Abidjan. Les projets initiés par cette ONG sont inscrits dans les domaines de la santé, de l'auto-emploi, des services communautaires et de l'éducation. Les autres ONG (CARITAS, SOLIDARITES, IRC<sup>8</sup>...) et les autres structures agissant dans l'humanitaire comme la GTZ (coopération allemande) interviennent dans les ZAR. L'OIM (Organisation Internationale des Migrations) est quant à elle impliquée dans le projet de réinstallation et de rapatriement des réfugiés.

La spécificité de cette politique ivoirienne d'accueil des réfugiés et l'importance des moyens déployés par la Communauté nationale et internationale appellent une réflexion sur les impacts d'une telle gestion sur la vie des réfugiés libériens. L'étude de l'intégration des réfugiés libériens est utile non seulement parce qu'ils constituent plus de 97% des réfugiés présents en Côte d'Ivoire<sup>9</sup> mais parce que la persistance du conflit 1990-2004, amène à s'interroger sur les stratégies de survie développées par ces derniers face à une assistance institutionnelle ou des proches insuffisantes et se raréfiant avec le temps.

Au regard de ces données et de l'engagement des autorités et des structures internationales, il convient de mieux mesurer l'effet de ce mode de traitement de la situation des réfugiés sur leur capacité à s'intégrer à la vie locale.

## **III. METHODE D'ANALYSE**

### **1. Plan d'échantillonnage et collecte des données**

Notre étude s'est focalisée sur le District d'Abidjan. Celui-ci a connu un afflux important de réfugiés. A la fin du premier semestre de l'année 2005, il restait encore 3526 réfugiés libériens représentant environ 7% de la population totale de réfugiés libériens en Côte d'Ivoire. L'étude de cette sous-population

---

<sup>7</sup> Environ 70% du couvert forestier de la ZAR a disparu

<sup>8</sup> International Rescue Committee ou Comité International de Secours

<sup>9</sup> Selon les données de HCR Côte d'Ivoire (2005)

s'avère utile car contrairement aux autres réfugiés ruraux vivant dans les ZAR Nord et Sud, ceux d'Abidjan sont urbains.

**Tableau 2 : Statistique des réfugiés Libériens dans le District d'Abidjan selon les localités de résidence**

Localité	Effectif	Proportion
Yopougon	945	27,80%
Port-Bouët	789	23,21%
Abobo	756	22,24%
Cocody	344	10,12%
Koumassi	198	5,83%
Attécoubé	156	4,59%
Adjamé	53	1,56%
Dabou	53	1,56%
Anyama	40	1,18%
Marcory	30	0,88%
Treichville	29	0,85%
Plateau	2	0,06%
Bingerville	1	0,03%
Adzopé*	3	0,09%
<b>Total</b>	<b>3399</b>	<b>100%</b>

Source : SAARA, 2005

Ces statistiques permettent de prouver que les réfugiés libériens sont pour la plupart d'entre eux localisés par ordre d'importance dans les communes de Yopougon, Port-Bouët, Abobo et Cocody. Ces quatre communes à elles seules totalisent plus de 83% des réfugiés dans le District d'Abidjan. C'est la raison pour laquelle, l'enquête a été réalisée dans ces quatre communes.

Sur l'ensemble des 2384 réfugiés que totalisent ces quatre communes, nous avons choisi d'enquêter 8% de cette population, soit un total de 227 personnes réparties proportionnellement au poids de chaque commune en termes de réfugiés. La répartition par communes a aussi tenu compte de la répartition en genre de la population des réfugiés (54% de femmes et 46% d'hommes).

L'enquête s'est déroulée sur les mois de Septembre et Octobre 2006. La base de données contient 227 individus dont 125 femmes et 102 hommes donnant des proportions respectives de 55% et de 45% proches de la population totale. Le questionnaire qui a été administré contient outre les variables d'identification (âge, situation matrimoniale, commune de résidence, l'année d'arrivée en Côte d'Ivoire), des variables permettant de capter le niveau d'intégration en matière d'éducation formation et du niveau de langue. D'autres variables permettant de capter l'intégration par l'activité économique, la prise en charge et l'assistance ont été introduites. Enfin, une rubrique finale permet d'évaluer la volonté de retourner au Libéria si les conditions sont réunies ainsi que les propositions des réfugiés pour leur meilleure insertion.

## **2. Méthode d'estimation**

Pour déterminer l'impact des caractéristiques socio-économiques sur la probabilité d'intégration, nous avons recours aux modèles économétriques. En particulier, compte tenu de la nature de nos données, nous utilisons les modèles à variables dépendantes qualitatives.

### ***Spécification du modèle d'estimation des déterminants socio-économiques de l'intégration des réfugiés libériens en Côte d'Ivoire***

Nous faisons l'hypothèse que certaines variables socio-économiques et culturelles déterminent l'intégration professionnelle. Nous modélisons explicitement la probabilité d'intégration professionnelle des réfugiés en fonction des variables socio-économiques et culturelles qui influencent leur comportement en matière d'emploi dans les différents secteurs d'activités.

Cette modélisation passe nécessairement par le choix d'outils d'analyse appropriés. En effet, n'importe quel modèle ne peut être utilisé pour n'importe quelle régression (Maddala, 1983 ; Gourieroux, 1989). C'est d'abord la nature continue et/ou discontinue des variables qui déterminent le choix du modèle de régression.

Selon Maddala (1983) et Gourieroux (1989), les modèles de régression usuels (Moindre Carrés Ordinaires, régression linéaire, doubles log etc.) sont indiqués lorsqu'il s'agit de variables continues. Dans le cas des variables discontinues, ces modèles de régression ne peuvent être utilisés. En effet, l'approximation linéaire est peu adaptée au problème car les nuages de points sont difficilement approchables par une seule courbe pouvant donner l'équation de régression. Il a donc fallu élaborer des modèles de régression à variables qualitatives. Il s'agit du Probit, du Logit, du Tobit et du Gombit. Ces modèles diffèrent notamment par la forme de leur fonction de répartition. Cette dernière suit la loi normale centrée réduite pour le Probit, la loi logistique pour le Logit, la loi normale centrée pour le Tobit et la loi gumbel pour le Gombit. Notons que le Probit et le Logit présentent des similitudes contrairement aux autres modèles. A cet effet, Gourieroux (1989) affirme que les modèles Logit ont été initialement introduits comme approximation des modèles Probit permettant des calculs plus simples. Ces modèles ont été utilisés auparavant pour les études biologiques mais ont un champ d'application très vaste : sociologie, psychologie et plus récemment économie.

Housseaux et Tavan (2005) ont utilisé le Logit comme la méthode la plus appropriée pour étudier le lien entre l'emploi et l'intégration pour les populations issues de l'immigration en France à partir de données recueillies dans le cadre de l'enquête « Histoire de Vie-Construction des identités » du printemps 2003. Contrairement à leur approche qui utilise un cadre multinomial à cause du caractère polytomique de la variable dépendante « accès à un emploi stable », nous utiliserons un Logit simple lié au caractère binaire de la variable dépendante.

Dans ce choix binaire, nous définissons une variable aléatoire dichotomique  $y_i$  qui prend la valeur 1 si l'évènement a lieu (intégration), et la valeur 0 sinon.

$$y_i = \begin{cases} 1 & \text{si } y_i^* = x_i\beta + u_i \\ 0 & \text{sinon} \end{cases}$$

$y_i$  désigne la variable dépendante (intégration professionnelle), avec  $i=1, 2, \dots, n$ , où  $n$  est le nombre d'observations ;  $x_i$  désigne le vecteur  $k$  des caractéristiques de l'individu  $i$  qui déterminent l'accès à un emploi, et  $\beta$  est le vecteur de  $k$  paramètres inconnus,  $u_i$  est l'erreur ou la perturbation associée à la  $i^{\text{ème}}$  observation lorsque  $y_i$  prend la valeur 1.

Le vecteur  $x_i$  des caractéristiques socio-économiques comprend : le Sexe, l'Hôte à l'arrivée (ivoirien, libérien ou autres), le niveau d'éducation, le nombre d'enfants scolarisé, le financement ou non d'un projet, l'assistance institutionnelle (HCR, ASAPSU, CARITAS), la volonté de Retourner au Libéria.

La probabilité de l'évènement "intégration" peut s'écrire comme suit :

$p_i = P(y_i = 1 | x_i) = F(x_i\beta) \quad \forall i = 1, \dots, n$ ,  $i$  indiquant le  $i^{\text{ème}}$  individu et  $n$  la taille de l'échantillon. Dans le cas d'espèce, la forme fonctionnelle  $F$  suit une distribution logistique symétrique par rapport à 0. Ainsi, la probabilité d'avoir un emploi peut être appréhendée par le modèle Logit simple défini par :

$$P(Y = 1) = \frac{e^{(x_i\beta)}}{(1 + e^{(x_i\beta)})}$$

L'estimation des paramètres  $\beta$  se fait par la méthode du Maximum de vraisemblance dont la log vraisemblance associée à l'échantillon de taille  $N$ , noté  $y = (y_1, y_2, \dots, y_n)$  s'écrit sous la forme :

$$L(y, \beta) = \prod_{i=1}^N (F(x_i\beta))^{y_i} (1 - (F(x_i\beta))^{1-y_i}) \quad \text{où } F(\cdot) \text{ est la fonction de répartition de la loi logistique.}$$

Pour déterminer l'impact des variables explicatives retenues sur la probabilité d'être intégré ou pas, nous calculons les effets marginaux associés aux paramètres  $\beta$  estimés du modèle Logit. On cherche ainsi à établir quelle est la variation de la probabilité de l'événement  $y_i = 1$  en cas de variation d'une des variables exogènes.

#### IV. RESULTATS

Les résultats vont porter à la fois sur les statistiques descriptives de l'échantillon et sur les résultats de l'estimation économétrique réalisée sous STATA 10.

##### 1. Activités lucratives exercées par les réfugiés

En Côte d'Ivoire, la plupart des réfugiés vivent dans les zones rurales comme la majeure partie de la population ivoirienne. Les programmes d'insertion des réfugiés dans ces dites zones a tenu compte des activités potentielles en zones rurales, notamment agricoles.

Dans les zones urbaines comme le District d'Abidjan, les activités exercées par les réfugiés libériens sont pour la majeure partie situées dans le secteur informel. De nombreux réfugiés ont créé des magasins, des ateliers d'artisanat. D'autres sont devenus des vendeurs ambulants, des couturiers, des coiffeurs et coiffeuses, des charpentiers, des peintres, des dockers au port d'Abidjan, des pêcheurs, des tireurs de pirogues, des vendeurs et vendeuses de produits divers sur les marchés locaux, etc. Le regroupement de ces nombreuses activités en trois classes permet d'obtenir le tableau 3 suivant :

**Tableau 3 : Activités professionnelles exercées par les réfugiés**

Activité Professionnelle	Effectif	Proportion en %
Commerce/Coiffure/Restauration	96	42.29
Métiers du bâtiment/Artisanat/ Manufacture & Autres	30	13.22
Pêche & Agriculture	31	13.66
Sans emploi	70	30.84
Total	227	100

Source : Auteurs

Au regard de ce tableau, environ 31% des réfugiés sont sans emploi tandis que le secteur qui a le plus accueilli les réfugiés est celui du commerce, de la coiffure et de la restauration (42%). Les secteurs de la pêche & Agriculture et des métiers du bâtiment/Artisanat & autres s'équilibrent en termes d'accueil des réfugiés (13%).

Les activités génératrices de revenus exercées par les réfugiés croisées avec la variable genre donne le résultat suivant :

**Tableau 4 : Activités professionnelles exercées par les réfugiés en fonction du genre**

Activité Professionnelle	Sexe		Total
	Féminin	Masculin	
Commerce/Coiffure/Restauration	78	18	96
Métiers du bâtiment/Artisanat/ Manufacture & Autres	4	26	30
Pêche & Agriculture	0	31	31
Sans emploi	43	27	70
Total	125	102	227

Source : Calculs des auteurs à partir de l'enquête



Ce tableau montre que le chômage est beaucoup plus important sur la sous-population des femmes. 34% des femmes de l'échantillon n'exercent pas d'activités professionnelles tandis que cette proportion est de 26% pour les hommes. Les femmes sans emploi représentent 61% de la population totale des sans emploi. En revanche, le secteur du commerce, de la coiffure et de la restauration (serveuse) est celui qui a majoritairement accueilli les femmes. 81% des femmes réfugiées y trouvent les revenus nécessaires à leur survie. Les secteurs de la pêche et des métiers du bâtiment sont les secteurs de prédilection des hommes réfugiés. Le secteur de la pêche est celui qui nourrit le plus les réfugiés de l'échantillon.

Les revenus tirés de l'exercice de ces activités permettent aux réfugiés de payer un loyer, de pourvoir aux charges alimentaires et de santé de leurs familles et pour une faible proportion d'entre eux (23%) de scolariser leurs enfants. Sur les 227 individus de l'échantillon, 28 d'entre eux ne payent pas de loyer et vivent soit avec leur conjoint pour les femmes soit avec leur frère ou sœur pour les hommes. Une distribution du coût des loyers payés par les réfugiés pour les 199 individus restants se présente comme suit (tableau 5):

**Tableau 5 : Coût des loyers payés par les réfugiés**

Loyer	Effectif	Proportion en %
Type I : [2500 Fcfa <sup>10</sup> ; 9500 Fcfa]	78	39.20
Type II : [10000 Fcfa ; 14000 Fcfa]	61	30.65
Type III : [15000 Fcfa ; 19000 Fcfa]	40	20.10
Type IV : [20000 Fcfa et plus	20	10.05
Total	199	100

Source : Calculs des auteurs à partir de l'enquête

Excepté les logements de type I qui laissent à désirer, les types II à IV offrent la possibilité d'un logement acceptable. Même si les types présentés n'offrent pas toutes les commodités, ils révèlent au moins la capacité des réfugiés à prendre en charge leur propre logement à partir des revenus tirés de leur activité. Par ailleurs, il faut ajouter que certains ivoiriens sont les voisins des réfugiés et vivent dans les mêmes conditions. Ce n'est donc pas une discrimination liée à la qualité de réfugié mais plutôt au manque d'emploi décent lié à la situation de crise de la Côte d'Ivoire.

<sup>10</sup> Le Fcfa est l'unité monétaire qui prévaut dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) regroupant 8 pays de l'Afrique de l'Ouest dont la Côte d'Ivoire. 1 Eur=655,957 Fcfa

## 2. Statistiques descriptives et définition des variables

**Tableau 6 : Statistiques descriptives des variables explicatives du modèle économétrique**

Variables	Moyenne	Ecart-Type	Description de la Variable
Sexe	0.4493392	0.4985262	Variable muette=1 si masculin et 0 si féminin
Hote_Ivoirien	0.5594714	0.4975477	Variable muette=1 si la personne qui a accueilli le réfugié est ivoirien et 0 sinon
Hote_Libériens	0.3480176	0.4773943	Variable muette si la personne qui a accueilli le réfugié est un libérien et 0 sinon
Analphabète	0.4581498	0.4993466	Variable muette si le réfugié est un analphabète et 0 sinon
Niveau Primaire	0.2422907	0.4294162	Variable muette si le réfugié a un niveau d'instruction primaire et 0 sinon
Finprojet	0.1629956	0.3701779	Variable muette=1 si le réfugié a reçu un financement pour la réalisation d'un projet et 0 sinon
Nsco	0.4273128	0.958314	Nombre d'enfants scolarisés
Retour	0.3656388	0.4826732	Variable muette =1 si le réfugié désire retourner vivre au Libéria et 0 sinon
Assistance	0.1145374	0.3191667	Variable muette =1 si le réfugié a un reçu une assistance institutionnelle et 0 sinon
Nbre d'observations	227		

Source : Source : Calculs des auteurs à partir de l'enquête

Le tableau 6 ci-dessus présente les statistiques descriptives et définit les variables retenues pour l'analyse économétrique. Il apparaît à partir des données que :

- 44% des réfugiés sont des hommes contre 56% de femmes ;
- les réfugiés ont majoritairement été reçus par les ivoiriens (56%) contre 35% d'entre eux par les libériens ;
- les réfugiés ont un faible niveau d'instruction car environ 46% d'entre eux sont analphabètes contre 24% qui ont un niveau d'instruction primaire ;
- 22% ont un niveau d'instruction secondaire tandis que seulement 8% ont atteint un niveau supérieur ;
- une faible proportion d'entre eux (16%) a reçu un financement pour la réalisation d'une activité génératrice de revenus tandis la proportion de ceux ayant reçu une assistance de type alimentaire, soins de santé ou toute autre forme de prise en charge autre que le financement d'un projet est plus faible (11%) ;
- les réfugiés ont en moyenne moins d'un enfant ;
- en général 37% désire retourner vivre au Libéria si les conditions de paix et de sécurité sont réunies.

Après avoir présenté les caractéristiques statistiques des variables explicatives, nous allons exposer les résultats économétriques.

### 3. Résultats du modèle économétrique

Les résultats de la régression économétrique sont consignés dans le tableau 7 ci-dessous.

#### *a) Validation du modèle*

Pour éviter les problèmes d'hétéroscédasticité, nous avons calculé des écart-types robustes. Le test joint de Wald qui teste la significativité globale du modèle contre l'alternative de coefficients tous nuls excepté la constante est significatif au seuil de 1%. En outre, l'algorithme d'optimisation a convergé après quatre itérations. Le modèle est donc concave et la fonction de vraisemblance atteint son maximum comme en témoigne la valeur négative du Log pseudolikelihood. Par ailleurs le taux de prédiction du modèle est bon car environ 73% des individus sont bien classés comme l'indique l'aire en dessous de la courbe ROC (Receiver Operating Characteristic). La table des erreurs permet également d'établir que le modèle prévoit correctement la probabilité d'être intégré professionnellement. En effet, sur les 157 qui ont un emploi, le modèle en prévoit 140 soit 89.17%. En outre le modèle prévoit bien également la probabilité d'être un sans emploi. 44 individus sur les 70 ont été bien prédits, soit 76.09%. Le modèle utilisé est donc globalement approprié et pertinent pour capter les déterminants socio-économiques de l'intégration des réfugiés libériens.

#### *b) Interprétation des résultats*

Cinq variables sur les neuf sont significatives. La variable Retour est significative au seuil de 1%, la variable Nsco (Nombre d'enfants scolarisés) l'est au seuil de 5% tandis que les variables Sexe, Niveau d'instruction primaire et Finprojet (Financement de projet) sont quant à elles significatives au seuil de 10%. Le calcul des effets marginaux permet de préciser le sens de cette significativité. Outre les cinq variables sus-citées dont les effets marginaux demeurent significatifs, la variable Assistance institutionnelle a un effet marginal significatif au seuil de 5%.

Le sexe a un impact significatif sur la probabilité d'avoir un emploi. En effet, être un homme accroît la chance d'avoir un emploi par rapport à une femme. Cela peut résulter de la discrimination que rencontrent les femmes sur le marché du travail. La plupart des activités exercées par les réfugiés étant des activités de survie, assez pénibles, la constitution physique des femmes les handicape quelque peu. La discrimination sur le marché du travail joue encore lorsque l'on considère le niveau d'instruction des individus. En effet, avoir un niveau d'éducation primaire accroît la probabilité d'être intégré professionnellement tandis qu'être analphabète n'a aucune influence sur cette probabilité. Avoir reçu un financement pour la réalisation d'un projet ou une assistance de la part du HCR, de CARITAS de ASAPSU ou de toute autre institution d'aide accroît la probabilité d'être intégré par rapport à la situation de ceux qui n'ont pas bénéficié de ces aides. Ces deux variables portent sur la prise en charge et l'insertion économique des réfugiés. Les interventions financières et matérielles apportées aux réfugiés en vue de soulager leur peine, mais aussi et surtout, les facilités qui leur sont accordées pour leur intégration dans le tissu économique de la Côte d'Ivoire sont indispensables pour la survie et l'autonomie de ceux-ci.

Le nombre d'enfants scolarisés exerce également un effet positif sur la probabilité d'être intégré. En effet, pour faire face aux charges de la scolarisation de leurs enfants, les parents sont obligés de s'engager dans toute activité susceptible de leur procurer quelques ressources financières. Plus le nombre d'enfants à scolariser augmente, plus l'effort marginal fourni par les parents augmente également et ainsi la probabilité d'intégration. Cependant, nous constatons que 54% des réfugiés ont dû arrêter la scolarité de leurs enfants ou n'ont pas mis leur progéniture à l'école à cause des moyens financiers.

Un résultat surprenant qui contraste avec les statistiques descriptives de l'échantillon est celui de l'opinion des réfugiés sur leur volonté de retourner ou non chez eux au Libéria si les conditions de paix et de sécurité sont réunies. Alors que seulement 37% d'entre eux sont disposés à retourner, cette faible proportion a un impact significativement positif sur la probabilité d'être intégré. Cette situation peut s'interpréter comme la volonté de travailler dur pour se constituer des économies qui serviront de base à leur réinstallation au Libéria. Ce sentiment des réfugiés désirant retourner se comprend aisément dans la mesure où tous leurs biens ont été détruits durant les années de guerre. La quasi-totalité de ceux qui ne

veulent pas retourner affirme se sentir bien en Côte d'Ivoire. Ils ne veulent pas non plus retourner non seulement à cause des faits violents et traumatisants qu'ils ont vécu avant leur immigration forcée mais aussi parce qu'ils n'y ont plus de familles.

**Tableau 7 : Estimation des déterminants socio-économiques de l'intégration des réfugiés libériens dans le district d'Abidjan (Côte d'Ivoire)**

Variables	Logit	Effets Marginaux
Sexe	0.654 (1.75)*	0.1291891 (1.79)*
Hote_Ivoirien	0.895 (1.64)	0.1827707 (1.62)
Hote_Libériens	0.788 (1.28)	0.1495191 (1.36)
Analphabète	0.380 (0.86)	0.0758311 (0.87)
Niveau Primaire	0.869 (1.82)*	0.1565054 (2.07)**
Finprojet	0.905 (1.84)*	0.156156 (2.25)**
Retour	1.246 (3.22)***	0.2298243 (3.63)***
Nsco	0.356 (1.97)**	0.0716661 (1.99)**
Assistance	0.895 (1.56)	0.1511677 (1.96)**
Constant	-1.363 (2.16)**	
Nbre d'observations	227	

Valeur Absolue de la statistique z robuste entre parenthèses

\* significatif au seuil de 10%; \*\* significatif au seuil de 5%; \*\*\* significatif au seuil de 1%

Test de Wald :  $\chi^2(9) = 24.48$  Prob >  $\chi^2 = 0.0036$

Le modèle est concave. Il converge donc et la fonction de vraisemblance atteint son maximum après quatre itérations.

L'hospitalité ivoirienne a prédominé dans les différents types d'accueil réservés aux réfugiés libériens. Sur les 227 individus de l'échantillon, 127 ont été reçus par les ivoiriens à leur arrivée, soit environ 56%. Si l'estimation économétrique réalisée n'établit pas la variable Hote\_Ivoirien comme affectant significativement la probabilité d'intégration du point de vue professionnel, cela se comprend aisément puisque comme le reste de la population, le lien social des immigrés forcés ou non ne repose qu'en partie sur l'intégration à un travail collectif. Ce lien social met bien en œuvre d'autres dimensions de la vie sociale (pratiques de loisirs, participation à la vie politique, relation aux autres...) qui elles mêmes peuvent renforcer ou au contraire, s'opposer aux processus d'intégration professionnelle. L'hospitalité ivoirienne a contribué significativement à l'intégration sur le plan culturel, social et linguistique. A titre d'illustration, le tableau 8 suivant croisant les variables Hôte et Linguistique est très instructif :

**Tableau 8 : Niveau d'expression en langue française en fonction du type d'Hôte**

Hôte	Niveau d'expression en Français			Total
	Faible	Moyen	Bon	
Autres	62	23	15	100
Ivoiriens	63	35	29	127
Total	125	58	44	227

Source : Auteurs

Les individus accueillis par les ivoiriens représentent la plus grande proportion des réfugiés intégrés du point de vue de la langue. En effet, sur une population de 102 intégré linguistiquement si on prend pour seuil d'intégration le niveau de langue moyen, les réfugiés reçus par les ivoiriens représentent environ 63% de la population totale des intégrés suivant ce critère. L'accueil des réfugiés dans les familles ivoiriennes a permis l'intégration culturelle des réfugiés et leur insertion à la société ivoirienne.

Dans le but de renforcer et améliorer le système de prise en charge et d'assistance des réfugiés, et devant le fait que 52% des réfugiés réclament des aides financières à des fins d'activité génératrice de revenus contre 36% favorable à l'exile, une évaluation de l'action des organismes humanitaires auprès des réfugiés sur leur degré de satisfaction a permis d'obtenir les résultats ci-après :

**Tableau 9 : Opinion des réfugiés sur leur degré de satisfaction de l'aide humanitaire et de l'assistance à eux accordée**

Degré de satisfaction	Effectif	Proportion en %
Aucune Opinion	53	23.35
Pas satisfait	112	49.34
Moyennement satisfait	44	19.38
Satisfait	15	6.61
Très satisfait	3	1.32
Total	227	100

Source : Auteurs

Sur les 227 enquêtés, seuls 174 ont donné leur avis sur le degré de satisfaction de l'aide humanitaire et de l'assistance qu'ils reçoivent. Sur la sous population des 174, 90% ne sont pas satisfaits. L'assistance humanitaire est de ce point de vue négativement perçue par les réfugiés qui la qualifient d'insuffisante, d'inadaptée et d'aléatoire. Toutefois, cette analyse doit être relativisée par l'opinion des individus ayant été effectivement assistés. L'opinion de ces derniers nous semble plus crédible puisque ayant bénéficié de l'aide, leurs jugements sont plus objectifs. Sur les 72 réfugiés ayant bénéficié effectivement de l'aide dans l'échantillon, 79% ne sont pas satisfaits. Ce taux quoique corrigé demeure encore élevé. Cela s'explique par le fait que l'essentiel de l'aide humanitaire apportée aux réfugiés libériens est orientée vers les ZAR.

## **V. CONCLUSION**

On peut en somme dire que la population ivoirienne a été la pierre angulaire de l'aide humanitaire apportée aux réfugiés libériens. Elle a été accompagnée dans ses actions par l'Etat ivoirien au travers du SAARA et du HCR. L'aide humanitaire a porté sur l'hébergement, l'alimentation, les soins de santé, la distribution du bois de chauffe pour les populations des ZAR, l'eau et l'assainissement. Mais cette aide doit être renforcée et mieux ciblée. Les activités menées par les réfugiés sont quasi-essentiellement situées dans le secteur informel. Les femmes s'orientent majoritairement vers le secteur du commerce, de la restauration et de la coiffure. Les hommes ont pour champ de prédilection les métiers du bâtiment, l'artisanat, des activités de dockers au port d'Abidjan et la pêche. Même s'il faut reconnaître que les

revenus issus de ces activités ne sont assez suffisants pour leur permettre d'avoir des niveaux de vie élevés, ils permettent néanmoins aux réfugiés de se payer un loyer, de subvenir aux dépenses d'alimentation des siens ainsi qu'aux charges de scolarisation de leurs enfants.

Les variables socio-démographiques genre, niveau d'instruction primaire, nombre d'enfants scolarisés affectent positivement la probabilité d'intégration des réfugiés libériens à la société ivoirienne. Un deuxième groupe de variables constitué par le financement d'un projet, l'assistance (alimentaire, soins de santé) affectent également significativement et positivement la probabilité d'intégration des réfugiés à la société ivoirienne. Ce deuxième groupe est celui des variables d'assistance et d'intégration économique. Le troisième groupe de variables ayant un impact significatif sur l'intégration des réfugiés est le groupe des variables d'opinion qui a un impact également positif. Une opinion favorable du réfugié sur le retour de la paix dans son pays l'amène à travailler dur pour se constituer des économies aux fins de faciliter sa réinstallation dans son pays d'origine étant entendu qu'il a tout perdu.

La variable hospitalité des ivoiriens qui est au cœur de la stratégie ivoirienne d'accueil, d'assistance et de prise en charge des réfugiés a plutôt favorisé l'intégration des libériens sur le plan socio-linguistique et culturel que sur le plan professionnel. La liberté offerte aux réfugiés d'aller, de venir et d'exercer le type d'activité de leur choix a favorisé cette intégration.

Ainsi identifié, les trois groupes de variables affectant la probabilité d'intégration des réfugiés, et la variable hospitalité ivoirienne doivent constituer les variables d'action pour toute politique à l'endroit de réfugiés. L'expérience ivoirienne a permis l'intégration de 69% des réfugiés en considérant le critère de l'emploi contre 63% si on utilise le critère socio-linguistique et culturel. Cette expérience pourrait être améliorée pour servir de base à la politique d'intégration des réfugiés sur le continent.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Agier, M. (2002), *Aux bords du monde, les réfugiés*, Paris, Flammarion
- Armstrong A., *Installation des réfugiés en Tanzanie*, Sans Lieu, Sans Nom, Sans date. pp.88-142
- Cambrezy L, et Lassailly J. V. (2001), *Populations réfugiées. De l'exil au retour*, Paris, Edition de l'IRD.
- CERE (1999) : Position sur l'intégration des réfugiés en Europe,
- Cretieneau A.M., (2003), *Le développement en termes de stratégie de survie individuelle : typologie et pistes pour la modélisation*, in MAGORD A., *L'Acadie plurielle. Dynamiques identitaires collectives et développement au sein des réalités acadiennes*, IEAQ et Université de Moncton, pp. 809-836.
- Douglas H. (2002), *Réfugiés sierra léonais et aide humanitaire en Guinée. La réinvention d'une "citoyenneté de frontière*, *Politique africaine*, n°85, mars 2002, pp. 56 - 63
- Eglise Catholique (1992), *les réfugiés, un défi à la solidarité*, Conseils Pontificaux Cor Unum et pour la Pastorale des Migrants. Rome, Paris, Cerf.
- Emizet Kisangani N. F. (2000), *Le massacre des réfugiés au Congo: un cas d'échec du maintien de la paix des Nations Unies et de la justice internationale*, *Journal of Modern African Studies*, vol. 38, n°2, pp. 163 - 200
- Gourieroux, C. (1989), *Econométrie des variables qualitatives*, 2<sup>ème</sup> édition, Economica, Paris.
- HCR (2005) *Les déplacés internes. Questions et réponses*, UNHCR, Service de l'information avec les médias
- HCR (2004), *Les réfugiés en chiffres*, UNHCR, Service de l'information avec les médias.

- HCR (2003) *Protéger les réfugiés. Questions et réponses*, UNHCR, Service de l'information avec les médias, décembre.
- HCR (2002), *Protéger les réfugiés. Questions et Réponses*, UNHCR, Service de l'information avec les médias
- HCR (2000), *Une violence quasi-ordinaire. L'insoutenable réalité des camps de réfugiés*, Réfugiés, n°121, pp. 14 -15
- Housseaux, F. et Tavan, C., (2005), *Quels liens aujourd'hui entre l'emploi et l'intégration pour les populations issues de l'immigration ?*, Revue économique, vol. 56, n°2, Mars 2005, p.423-446
- Hurlin, C. (2003), *Econométrie des Variables Qualitatives.*, Polycopié de cours de Maîtrise d'Econométrie, Université d'Orléans.
- Jacobsen, K., (1996), *Factors Influencing the Policy Responses of Host Governments to Mass Refugee Influxes*, International Migration Review, Vol. 30, No. 3. (Autumn, 1996), pp. 655-678.
- Kagwanja M. P. (2004), *La gestion humanitaire des camps de réfugiés au Kenya*, Alternatives Sud, vol. 11, n°1, pp. 117-127.
- Karimumuryango J. (2000), *Les réfugiés Rwandais dans la région de Bukavu(Congo RDC) : la survie du réfugié dans les camps de secours d'urgence*, Paris, Karthala
- Maddala G.S., (1983), *Limited dependent and qualitative variables in Econometrics.*, Econometrics Society Monographs. (Cambridge University Press).
- Nama K. E. (2006), *Prise en charge et insertion économique des réfugiés : cas des réfugiés libériens en Côte d'Ivoire*, Mémoire de DEA : Culture de la paix et Action Humanitaire, Université de Cocody-Abidjan, 106 pages.
- ONU (1979), *Rapport de la conférence sur la situation des réfugiés en Afrique*, Arusha: Assemblée Générale
- Piché V., Renaud J., Gingras L. (2002), *L'insertion économique des nouveaux migrants dans le marché du travail à Montréal : une approche longitudinale*, Population, INED, 1.
- Renaud J., Godin, J-F., Piché, V., (2003), *L'origine nationale et l'insertion économique des immigrants au cours de leurs dix premières années au Québec*, sociologie et sociétés • vol. xxxv.1
- SAARA (2002), *Programme de Réhabilitation de la Zone d'Accueil des Réfugiés (PRZAR)*.
- Sayad A. (1994), *Qu'est-ce que l'intégration ?* Hommes et Migrations, 1182, décembre, p. 8-14.